Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

Légitimations quotidiennes de l'état dans le Vietnam néocommuniste

Everyday Legitimisations of the State in Neo-Communist Vietnam

Monique Selim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/430>

DOI : 10.4000/jda.430

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 65-77

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Monique Selim, « Légitimations quotidiennes de l'état dans le Vietnam néocommuniste », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 01 juin 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/430> ; DOI : 10.4000/jda.430

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Légitimations quotidiennes de l'état dans le Vietnam néocommuniste

Everyday Legitimisations of the State in Neo-Communist Vietnam

Monique Selim

- 1 Au tout début du XXI^e siècle, le Vietnam appartient encore à cette dernière frange d'États pouvant être qualifiés de communistes, dont le chef de file est la Chine et les derniers maillons de plus en plus fragilisés, le Laos et la Corée du Nord. La dénomination communiste se justifie du point de vue de la forme de l'État, monopoliste, et de la permanence d'un mode et d'une rhétorique de légitimation, recourant à l'idée de révolution telle qu'elle fut transmise aux « pays frères » par la défunte URSS.
- 2 Les réformes économiques initiées par la Chine à la fin des années soixante-dix et reprises en 1986 au Vietnam et au Laos ont eu pour visée l'intégration interne et externe de rapports et d'échanges capitalistes tout en conservant intacte la domination de l'État-parti, toujours revendiquée à travers l'affirmation de « Parti au pouvoir ». Les expressions de « socialisme de marché » ou de « néocommunisme » désignent cette configuration qui, dans le cadre de la globalisation capitaliste, paraît particulièrement hétérodoxe, en regard des modèles dits démocratiques qui seraient supposés accompagner le nouveau cours du développement économique. Dans cette conjoncture la normalisation juridique est un enjeu central sous plusieurs aspects : elle entaille tout d'abord progressivement le caractère politique de l'État, devant l'amener du pôle négatif de « voyou » selon la terminologie américaine au faîte du droit ; elle est de surcroît un instrument essentiel de régulation de l'interdépendance économique ; enfin elle se donne à voir comme une légitimité naturelle et donc universelle, à laquelle il paraît difficile de s'opposer. Malgré de fortes résistances structurelles, l'idée de gouvernance rassemblant des éléments politique, économique et moral fait ainsi peu à peu son chemin dans les appareils vietnamiens. Cette évolution incontournable s'attaque de front au socle idéologique qui présida à l'avènement du gouvernement communiste en 1954 : la lutte de libération nationale, internationalement soutenue, permettait, en effet, l'association immédiate et incontestable de la justice et du pouvoir : la prise du pouvoir par le parti se nourrissait en effet du rêve du triomphe prochain de la justice sur toutes les injustices

subies par la foule des inférieurs dans le contexte des dominations coloniales, impérialiste et de classe. L'adhésion fut massive et les convictions si intenses que les souffrances personnelles et les pénuries collectives ne remirent guère en cause pendant plusieurs décennies le nouvel ordre : l'horreur du passé justifiait la dureté du présent et ce d'autant plus que l'isolement dans l'entre soi et l'enfermement dans une discursivité unique bloquaient de fait les capacités de raisonnement. Un demi-siècle plus tard le paysage mental de la population s'est considérablement transformé sous l'effet d'une ouverture économique concrète, bouleversant les habitudes et les consciences, réveillées par le spectacle d'une abondance de biens oubliés ou inconnus, et surtout étrangers. La question de « l'injustice » en connection instantanée avec celle du « pouvoir » comme lieu d'appropriation des richesses éclôt alors chez tous ceux qui se perçoivent comme ne pouvant bénéficier des mannes du marché, à l'instar des membres de la couche dirigeante dont le parti est à leurs yeux l'emblème et le siège. Le constat précis et ferme est fait d'enrichissements qui paraissent éhontés car fondés sur les prévarications que permet la détention d'une position supérieure dans une hiérarchie impliquant toujours de façon déterminante le politique. Cette matrice de représentations se décline dans les champs sociaux majeurs du travail et de l'emploi, de la résidence, de l'éducation. Avant d'en donner quelques aperçus, je présenterai brièvement les conditions de production des matériaux qui autorisent les analyses mais en sont aussi en elles-mêmes des lieux de dévoilement.

Les conditions de possibilité de la prise de parole

- 3 La justice, l'injustice et l'appréciation de la teneur du pouvoir sont des représentations dont le sens se joue dans le cadre de rapports sociaux singuliers marqués par les combinaisons des poids respectifs du politique, de l'économique, du symbolique et de l'imaginaire comme échappée et réélaboration des contraintes du réel : en tant que telles, leur réification comme critères autonomisés dans l'optique d'une mesure quantitative, apparaît aussi erratique que leur fixation comme norme universelle occultant la particularité du système de valeurs pris comme autoréférence.
- 4 C'est pourquoi questionner un sujet sur ces topiques l'induit dès le départ à se positionner dans l'univers du locuteur et évite une interrogation sur la présence ou l'absence très pertinente de ces vocables dans les discours. Dans le contexte de pays aux gouvernements autoritaires, usant de l'imposition et de la coercition et affirmant un monopole idéologique, un tel risque épistémologique est démultiplié ; il s'y ajoute de surcroît la dimension de contestation, de revendication et donc de danger que comporte toute mention de l'injustice, et d'une simple description des attributs du pouvoir. L'investigation ethnologique – par définition de longue durée, basée sur l'insertion dans un groupe social restreint, la construction de relations personnelles, l'écoute et la confrontation des discours aux pratiques et aux rapports sociaux – esquivait dans l'idéal ce type de piège et de « biais ». Mettre en place un tel type d'enquête, aujourd'hui au Vietnam, rencontre de nombreux obstacles, compte tenu du contrôle qui entoure tout chercheur allochtone mais aussi de la surveillance dont continue à faire l'objet la population, en particulier lorsque interviennent des événements dérangeants aux yeux du régime et de ses serviteurs locaux. Les enquêtes que j'ai menées à Hanoï et dans sa périphérie durant deux ans (1998-2000) tout en étant semées de tracasseries bureaucratiques et policières multiples et lassantes, sont néanmoins parvenues à vaincre une entrave

plus importante résidant dans l'incorporation de la domination étatique qui conduit à une autocensure impulsive face à l'acteur négatif qu'est historiquement l'étranger. Deux facteurs principaux expliquent le fait que les gens se soient in fine saisis de l'espace de liberté de penser et de dire que leur offraient les face-à-face proposés : tout d'abord l'implication très forte des collaborateurs vietnamiens à la recherche comme dispositif de « vérité » au sens fort du terme ; mais aussi l'investissement extrême d'alliés spontanés émergeant des différents terrains d'étude retenus. Parmi ceux-ci les plus courageux pour braver les interdits posés furent en partie des membres de longue date du parti, écœurés par la corruption effrénée qui les entourait. Une entreprise d'État de confection, son quartier ghetto et les différents champs résidentiels voisins où ses employés s'étaient installés a retenu mon attention pendant une année avant que je ne me tourne vers le quartier du syndicat national abritant l'ancienne avant-garde et comportant deux usines, permettant des axes de comparaison d'intérêt avec le premier cas examiné. L'explosion actuelle des croyances, les cultes et les cérémonies adjacentes ont en outre constitué un pan d'investigation quasi permanent¹.

- 5 Les conditions favorables qui ont présidé à cette recherche, cependant toujours difficile – appui d'un institut ministériel, longues amitiés et confiance réciproque – rendent intelligibles que la nature actuelle du « pouvoir » et « l'injustice » furent progressivement au centre des discours sans sollicitation particulière de ma part.

Les champs hiérarchiques du pouvoir

- 6 La notion de « pouvoir » peut susciter dans un premier temps les réticences du chercheur, tant elle peut paraître floue et opaque si l'on en reste à sa mention lapidaire. Elle ne prend sens que dans des récits concrets mettant en scène des personnages, des rapports institutionnels dans l'acception la plus large du terme, des événements précis qui permettent de cerner les représentations des acteurs réfléchissant sur leur situation personnelle dans sa double dimension singulière et représentative. Les narrations recueillies, fourmillant de détails et d'anecdotes, obligent tout d'abord à souligner que le « pouvoir » n'est cité que sur un mode négatif, la dénonciation d'abus innombrables liés à sa détention étant chargée de faire comprendre à l'interlocuteur les effets – autant objectifs que de souffrance plus ou moins intense – de l'assignation à une position dominée. L'accusation du « pouvoir » offre à la réflexion une échelle hiérarchique démarrant très bas : par exemple à l'usine, le contremaître – nécessairement au parti – ou l'équipe de contrôle qui comprend dans le cas d'une entreprise plus grande un représentant du parti, du syndicat, de l'organisation des jeunes et un membre chargé de la production, ces trois derniers devant eux aussi être au parti. Au sommet du « pouvoir » on trouve ceux qu'on nomme les « dirigeants », bien sûr du parti et au parti quelle que soit leur fonction : directeur d'un département d'usine, représentant du syndicat, du parti et des autres organisations de masse, équipe de direction et directeur général dans le domaine du travail. Le parti constitue la trame du « pouvoir » dans l'esprit des gens, ce que confirment aisément les organigrammes des administrations, des institutions et des entreprises où le directeur général est généralement représentant du parti, la microstructure hiérarchique reproduisant la pyramide de légitimité de l'autorité de l'État que surplombe de manière doctrinale le parti. Dédruit de façon principielles du paradigme politique, le « pouvoir » s'inscrit dans des qualifications variées mais secondaires. Dans tous les cas, les réquisitoires contre le « pouvoir » – qui est construit dans son extension

comme une chaîne de connections profitables – associent de façon systématique cette primauté politique à l'accumulation de biens prestigieux ou non, obtenus de façon frauduleuse. Le pouvoir politique s'identifie donc à un mode d'appropriation économique indu et illégal. La polarisation politico-économique est estimée comme une extorsion illégitime se faisant au détriment des inférieurs, auxquels la sphère du « pouvoir » pour soi et les siens demeure inaccessible au présent comme au futur. Dans ce contexte, le non-respect du droit semble mineur en regard de la révolte que suscite l'absence de redistribution et l'accaparement des privilèges dans un cercle clos, appréhendé comme une seule « famille » agissant comme une « bande ». Cette représentation du pouvoir qui met l'accent sur la prépondérance de la parenté correspond de fait à un phénomène central, innervant l'ensemble du tissu social. L'impossible détachement du politique des liens familiaux et de parenté s'est transmué avec l'ouverture au marché en un processus de renforcement accéléré de la détermination plurivogue de la parenté. Là encore il suffit à l'ethnologue de superposer les généalogies et les fonctions occupées pour voir que les acteurs ne sont pas sur un registre fantasmatique. Tout se passe comme si l'enjeu de l'enrichissement venait sceller à un niveau pratique et non plus symbolique les réseaux de parenté. Chacun cherche en effet, quel que soit son statut et l'influence qu'il peut avoir sur d'autres, à privilégier les membres de sa parentèle. Mais bien évidemment les inférieurs échouent là où les supérieurs réussissent ; le pouvoir politique renforce et revitalise la parenté alors qu'elle se fissure et se fragilise comme ailleurs lorsque l'adversité frappe trop durement. L'usure traverse ainsi les familles les plus pauvres produisant des déchirements poignants. Corollairement la libéralisation des croyances qui a accompagné les réformes économiques à son tour nourrit imaginativement l'autonomisation progressive de la famille et de la parenté et leur affranchissement de l'État, processus inscrit en premier lieu dans la pénétration de plus en plus profonde de rapports capitalistes sans armature de légalité. La parenté est donc un lieu de cristallisation de logiques contradictoires, d'affrontements et d'écartèlements où se retraduisent les rapports sociaux.

- 7 Notons que la dimension hiérarchique de la structure du « pouvoir » n'est jamais en tant que telle contestée : la force des hiérarchies est en effet profondément ancrée dans les mentalités et met en jeu des continuités historiques majeures au sein desquelles l'État communiste s'est inscrit et immergé sans y apporter de modification notable. Les discours des plus âgés – simples ouvriers retraités ou anciens professeurs d'université arrachés à leur classe d'origine et promus au sommet de l'échelle du savoir par la « révolution » – permettent de déchiffrer les logiques de réprobation du « pouvoir » actuel à partir de la relecture qui est faite au présent du passé. Chacun se rappelle ainsi de façon très précise les avantages auxquels il avait droit en fonction de son statut hiérarchique en terme de logement et de rations de nourriture. En souriant on se souvient aussi des passe-droits et des faveurs des « chefs » du parti, jugés à l'époque énormes mais paraissant bien modestes vus d'aujourd'hui : quelques jours de congés en plus, des « services sexuels » obtenus de jeunes filles candides, un vélo, un séjour de « récupération » dans un établissement réputé, un voyage d'étude en URSS ou dans les pays satellites pour soi ou ses enfants... Ces prérogatives dans lesquelles édifiait le processus de hiérarchisation et s'appréhendait le « pouvoir » semblent désormais presque dérisoires face à la féerie qu'offre les nouveaux « millionnaires » (en *dongs*) tant vantés par la propagande du parti qui a fait sien le slogan chinois de l'équivalence de l'enrichissement personnel et national, comme fruit de l'effort et du travail. C'est dans le

champ résidentiel que cette vision se focalise, en dépit du fait que l'accumulation monétaire s'effectue principalement dans les entreprises, la sous-traitance, l'emploi de tâcherons dans des ateliers privés, l'exportation, etc. La construction de la maison individuelle, qui devient, à partir de l'ouverture du marché, la finalité de chaque famille, concentre en effet l'exhibition des différences économiques : toujours plus grande, plus majestueuse, plus « moderne » au goût de ses propriétaires, contenant un ameublement étranger le plus coûteux, elle est le nouveau lieu d'affichage et de cristallisation des statuts et ce d'autant plus que les terrains publics ont été « redistribués » aux familles restées formellement locataires, procédure par laquelle le « pouvoir » s'est donné à voir de façon très crue dans l'étendue de la surface octroyée/appropriée. Ce temple de la consommation capitaliste – dont la splendeur signe à la fois la place dans la hiérarchie politico-économique et la nouvelle norme héroïque – affiche un caractère ostentatoire qui pourrait paraître surprenant si l'on ne le décrypte pas dans sa continuité fondamentale avec les modes d'inculcation et d'imposition idéologiques régnant depuis 1954. Comme le disent joliment parfois les plus démunis « les riches, les dirigeants nous offrent un modèle, nous devons tout faire pour les imiter en tout point »... éventuellement dans une vie future ! Du point de vue des possédants de la dernière heure, dans le cadre d'une compétition effrénée, la règle est en effet un étalage extraordinaire des biens récemment acquis et prestigieux, dans un mélange de satisfaction pleinement légitime et de certitude du mérite, dont l'appartenance au parti et à une sphère de « pouvoir » sont l'étai. L'ethnologue n'échappe pas à cette montre impudique et dès son entrée dans la maison, on lui indique le prix de l'objet sur lequel il doit porter son attention ainsi que son origine étrangère. Le « pouvoir » se met donc en scène dans une évidence naïve et avec une sérénité fondée sur l'ignorance volontaire ou involontaire des pulsions ambivalentes qui animent les inférieurs devant de tels spectacles.

- 8 Des deux côtés des barrières fluctuantes, autant fantasmées qu'objectivées, qui séparerait dominants et dominés, le consensus règne néanmoins quant à la négligence systématique du droit et de la loi, refoulés vers une existence chimérique et inutile : le « pouvoir » et l'argent façonneraient l'ensemble des rapports sociaux, dit-on dans une belle unanimité pour décrire la société présente. Si tout s'achète il convient pourtant de se situer dans un « espace de pouvoir » qui permet de ne pas perdre son argent. On imagine que le Vietnam a ainsi rattrapé son « retard » puisque l'ensemble du monde extérieur dont on a été tenu éloigné si longtemps serait régi sur ce mode d'alliance entre vénalité, monétarisation généralisée et monopole politique. Les exorcismes inefficaces de l'État-parti multipliant les condamnations à mort pour corruption apparaissent peu dissuasives.

Injustice et rupture hiérarchique

- 9 Si de telles visions de la nature du « pouvoir » engendrent d'elles-mêmes des sentiments « d'injustice », on ne saurait pour autant en déduire une cohérence nette de la dichotomie du juste et de l'injustice. L'énonciation de « l'injustice », dans la diversité des situations d'occurrence du terme ne semble pas présupposer le plus souvent l'invocation d'une idée précise de ce qui aurait été un traitement juste dont l'inspiration ne saurait venir ni d'un passé sur lequel aucune nostalgie ne s'exprime ni d'un présent perçu comme ravagé par l'envahissement de l'argent. Le recours discursif à « l'injustice » émerge comme un débordement émotionnel qualifiant un déséquilibre insupportable et menaçant pour

l'ensemble de la société des rapports de force et des modes d'appropriation et de concentration des ressources : une sorte d'effarement se fait jour pour l'avenir laissant le sujet sous son emprise abattu, ou sous le coup d'une rage impuissante. Le processus de rehiérarchisation politico-économique qui résulte des réformes entreprises débouche en effet sur des ruptures de communication de plus en plus nettes entre couches sociales, entre strates au sein d'une même institution. La perception par exemple que les emplois – dont la vente est généralisée – sont de surcroît « réservés » par les « dirigeants » à leur cercle de parenté révolte les ouvriers considérant que « l'injustice » devient inadmissible. Supposées avoir été éradiquées par la « révolution », les classes sociales réapparaissent dans la bouche des acteurs cherchant dans cette terminologie les moyens de dire leur appartenance et l'exploitation grandissante dont ils se sentent l'objet. Le marché aurait ainsi provoqué une démesure dans les rapports hiérarchiques, accroissant de plus le fossé entre les discours officiels et l'expérience quotidienne ; invoqués pour pointer les nouvelles formes d'oppression, les vocables « d'ouvrier » et de « paysan » permettent de s'opposer dans l'imaginaire à « l'égoïsme des dirigeants », méprisant et tenant pour une quantité négligeable ceux qui « travaillent ». Les entreprises industrielles sont un terrain préférentiel d'approche de ces logiques que rend bien mal le constat récurrent d'une augmentation des inégalités. L'intensification du travail qu'a entraîné la nécessité de rentabilité dans le cadre de la nouvelle autonomie financière des établissements peut ainsi déboucher sur des durées de labeur extrêmes ; l'entreprise publique de confection étudiée ayant fait travailler ses ouvriers trois étés de suite durant trois mois à raison de 12 à 18 heures de travail par jour n'est probablement pas exceptionnelle. Dans ce cas, il est remarquable que ce n'est nullement l'effort demandé qui produit amaigrissement alarmant et évanouissements, qui semble injuste mais c'est la non rétribution des heures supplémentaires à leur tarif attendu qui déclenche une sensation violente d'iniquité. Le registre du droit, semble ici encore inappropriable : la durée journalière légale de travail ainsi que le nombre hebdomadaire d'heures supplémentaires autorisées par le code du travail (largement inspiré du code français) ne sont guère mentionnés. La fracture intervient à la réception de la somme d'argent qui ne permet pas de réaliser tous les plans prévus et rêvés. Quant au droit de grève – pourtant inscrit dans la Constitution – son utilisation apparaît tout à fait impensable : la peur de la « vengeance des dirigeants », l'affirmation d'une « soumission » habituelle intériorisée, conduiront les ouvriers à une dénonciation anonyme à un journal. La riposte immédiate de la direction de l'entreprise permettra d'étouffer rapidement cette affaire d'infractions multiples. Les ressentiments issus de cette « injustice » continueront cependant plusieurs années après à marquer les esprits. Si les démissions consécutives de jeunes adultes ont été nombreuses, ce sont surtout des parents, anciens ouvriers ou cadres membres du parti qui crient au scandale, condamnant avec virulence le comportement de la direction – syndicat – parti, dont les intérêts monétaires personnels étaient à cette occasion nullement cachés.

- 10 D'une manière générale l'ancienne avant-garde politique ne se reconnaît pas dans l'élite politico-économique actuelle dont au contraire elle tient à se distinguer avec force dans l'imaginaire. Honnêteté, vertu, croyance, conviction, dévouement sont opposés aux attitudes présentes de poursuite unique du gain personnel par tous les moyens, d'arrogance, de malversations systématiques, d'opportunisme, etc. Si on ne saurait bien sûr prendre au pied de la lettre ces discours, en revanche il faut y voir de façon précise la reconstruction du lit des « injustices » qui touchent de si nombreuses familles, ne parvenant pas à donner un autre sens aux épreuves qu'elles traversent. Parmi ces

dernières, le chômage des enfants est l'une des plus douloureuses et ce particulièrement pour les anciens membres du parti retraités dont le peu d'argent disponible pour acheter un emploi à leur progéniture peut être dilapidé ou inutilisable faute de connection indispensable. L'humiliation, l'affront social sont dans ce cas insoutenables : les gens s'effondrent en larmes en évoquant leur fils ou leur fille inoccupé toute la journée et les refus d'embauche qui leur ont été faits dans leur ancien établissement. Que les « dirigeants » pensent aux leurs aujourd'hui comme avant semble « normal », mais qu'ils oublient radicalement leurs subalternes abandonnés à leur triste sort est synonyme d'une « injustice » impardonnable.

Conclusion : la figure juste de l'État imaginaire

- 11 L'ensemble de ces représentations du « pouvoir » et de « l'injustice » qui stigmatisent les comportements de la couche dominante et accusent le fossé entre supérieurs et inférieurs ont pour caractéristiques d'extraire la figure imaginaire de l'État des masses d'accusations formulées.
- 12 En dépit du fait que l'État-parti soit le principe tangible de reproduction de l'autorité à tous les niveaux, pour les acteurs, l'État se situe hors de ces procès triviaux et répétés. D'une certaine manière, l'État serait par définition abstrait, pur, voire sacré, lorsqu'il est identifié au « saint » Ho Chi Minh, qui – derrière la foule des dirigeants incapables qui se pressent au « pouvoir » – gouvernerait toujours le pays du sens le plus fort du terme. Inattaquable, intouchable et surtout échappant à toutes les souillures du « pouvoir », l'État qui remplit ces visions tire son apodicticité d'une histoire sur le long terme de l'indépendance gagnée contre toutes les invasions étrangères, de la Chine aux États-Unis en passant par la France. L'État communiste triomphant après la « libération » prend sa place dans cette chaîne symbolique qui balaye la réalité comme une scorie, une sorte de dommage collatéral ne remettant pas en cause l'ontologie étatique. Dans cette perspective bâtie sur une schizé fondatrice entre les actualisations de l'État et son essence séparée, il est clair que l'idée d'un État de droit comme rapprochement entre ces deux paliers coupés n'a guère de place. D'un côté l'État incarne en effet le droit absolu, juste, idéal ; de l'autre il s'abîme dans les méandres du et des « pouvoirs » que le marché achève de dégrader. La conception d'un État de droit est née dans des démocraties industrielles occidentales faisant du sujet individuel le détenteur de droits inaliénables. Dans le cadre du Vietnam où, d'une part l'histoire récente a coagulé domination et libération, fermant l'espace du droit comme un apanage « bourgeois » et « réactionnaire », où d'autre part la « révolution » a maintenu l'individu dans ses poches d'aliénation de la parenté sans parvenir à faire surgir l'ordre du politique tant invoqué, l'État de droit ne peut être pensé dans un mouvement autonome. Alors même que l'association entre capitalisme et communisme développe des formes de rapports sociaux de plus en plus éloignées du droit, irréprésentable en tant que tel, l'État de droit se présente comme une marchandise allochtone, accompagnant les nouvelles dominations extérieures avec lesquelles l'État-parti doit négocier pour maintenir la croissance et rester au pouvoir. Dans cette optique les transformations économiques en cours depuis les années quatre-vingt-dix sont porteuses de changements sociaux rapprochant peu à peu le Vietnam des sociétés capitalistes où la judiciarisation fait désormais intrinsèquement partie de l'exercice de la domination. Le règne de l'authenticité et de la vérité – trouvant leur siège dans l'individu comme modèle étendu à l'État – impose des procédures de dévoilement du « mensonge »

qui permettent in fine d'enraciner la violation du droit et les hégémonies. Entre les situations communistes passées où le parti incarnait de façon substantielle la vérité, après avoir annihilé les droits particuliers, et la période présente de globalisation où l'emphase mise sur les droits, de l'homme, de la femme, de l'enfant, des animaux, à la santé, au logement, etc. autorise leur négation et permet la renaissance de forces impériales, on peut méditer légitimement sur l'absence de choix qui incombe au Vietnam, sous influence, si ce n'est sous pression.

NOTES

1. Selim M., 2003. *Pouvoirs et marché au Vietnam*, t. I *Le travail et l'argent*, t. II *Les morts et l'État*. Paris, l'Harmattan.

RÉSUMÉS

Cet article analyse les représentations au Vietnam du « pouvoir » et de « l'injustice » qui stigmatisent les comportements de la couche dominante et accusent le fossé entre supérieurs et inférieurs. Néanmoins, la figure imaginaire de l'État est extraite de ces masses d'accusation formulées contre des acteurs concrets, et l'État s'en trouve légitimé.

This article analyses representations in Vietnam of « power » and « injustice » which stigmatises the behaviour of the dominant social stratum and highlight the gulf separating superiors and inferiors. Nevertheless, the imaginary figure of the State is extracted from these bodies of accusations formulated against concrete actors, and the State finds itself legitimated as a result.

INDEX

Index géographique : injustice, légitimation, neo-communisme, power, State

Mots-clés : État, injustice, légitimation, néocommunisme, pouvoir

AUTEUR

MONIQUE SELIM

IRD